

DOI: 10.15175/1984-2503-20157207

La Composition Politique de l'Angola (d'après la victoire du MPLA aux élections du 31 Aout 2012)

Pedro Borges Graça¹

Résumé

Le Présent se construit à partir du Passé et de la projection du Futur. C'est précisément cela qu'Angola fait à ce moment. Le moteur principale c'est effectivement le MPLA et en grande mesure le président José Eduardo dos Santos (JES) et son «petit comité» de confiance. D'après les dernières élections du 31 Aout 2012, il y a une nouvelle légitimité nationale du pouvoir du président et du MPLA, aussi envers l'extérieur, effectivement exprimé par le vote et une victoire d'environ 70%. Pour le moment on ne vérifie ni prévoit aucun changement significatif dans la composition politique que jusqu'ici se constitue comme la base du *status quo* d'Angola depuis la paix installée en 2002. Sans rupture ou altération profonde dans la composition politique, on est devant un scénario d'*évolution dans la continuité* et il faut attendre deux ou trois ans pour qu'on puisse voir si JES et le MPLA a ou non frustré les attentes des angolais.

Mots clés : Élections ; continuité politique; MPL ; Angola.

A Composição Política de Angola (após a vitória do MPLA nas eleições de 31 de Agosto de 2012)

Resumo

O presente se constrói a partir do passado e da projeção do futuro. É exatamente isso que a Angola faz nesse momento. O motor principal é, seguramente, o MPLA e, em grande medida, o presidente José Eduardo dos Santos (JES) e seu "pequeno comité" de confiança. Desde as últimas eleições de 31 de agosto de 2012, existe uma nova legitimidade nacional e internacional em relação ao poder do presidente e àquele do MPLA, efetivamente expressa pelo voto e por uma vitória de cerca de 70%. Por ora, não se verifica e nem se prevê qualquer mudança significativa na composição política que se constitui, até então, como a base do *status quo* de Angola, desde a paz instalada em 2002. Sem ruptura ou alteração profunda na composição política, estamos diante de um cenário de *evolução na continuidade* e será necessário esperar dois ou três anos para que se possa verificar se JES e o MPLA frustraram ou não as expectativas dos angolanos.

Palavras-chave: Eleições; continuidade política; MPL; Angola.

La Composición Política de Angola (después de la victoria del MPLA en las elecciones del 31 de agosto de 2012)

Resumen

El Presente se construye a partir del Pasado y de la proyección en el Futuro. Es precisamente lo que Angola está haciendo en este momento. En efecto, el principal motor es el MPLA y en gran medida el presidente José Eduardo dos Santos (JES) y su "pequeño comité" de confianza. Desde las últimas elecciones del 31 de agosto 2012, existe una nueva legitimidad nacional y internacional del poder del presidente y del MPLA, claramente expresada a través del voto y una victoria de alrededor del 70 %. Por ahora, no se vislumbra ni se prevé ningún cambio significativo en la composición política que constituye, hasta ahora, la base del statu quo en Angola desde la paz instalada en 2002. Sin ruptura o alteración

¹ Professor da Universidade de Lisboa. Instituto Superior de Ciências Sociais e Políticas. Centro de Estudos Estratégicos do Atlântico. E-mail: pbgraca@gmail.com

Recebido em 05 de janeiro de 2015 e aprovado para publicação em 04 de março de 2015.

profunda en la composición política, presenciamos un caso de *evolución en la continuidad* y habrá que esperar 2 o 3 años para evaluar si JES y el MPLA han frustrado o no las expectativas de los angolese.

Palabras clave: elecciones; continuidad política; MPL; Angola.

Angola's political makeup (as of the MPLA's victory in the elections of August 31, 2012)

Abstract

A country's self-image combines visions of its past and its future. This is very much the case in Angola right now, with the main driving forces effectively the *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA) [People's Movement for the Liberation of Angola] and President José Eduardo dos Santos (JES) and his 'small committee' of trusted advisors. In the wake of the country's latest elections on August 31 2012, a new national and international legitimacy has emerged surrounding the President's power and that of the MPLA, effectively expressed by the vote and a victory of around 70%. So far, a significant shift to Angola's political makeup has yet to be perceived or predicted, with it constituting the basis of the status quo since the end of the Angolan Civil War in 2002. Without a profound rupture or change to its political makeup, *evolution through continuity* will form the ongoing scenario in Angola, and we will have to wait two or three years in order to gauge whether or not JES and the MPLA have frustrated Angolans' expectations.

Keywords: Elections; political continuity; MPLA; Angola.

安哥拉的政治构成（MPLA胜利之后到2012年8月31日大选）

摘要

现在是建立在过去的基础和对未来的设想之上。安哥拉的目前情况正是如此。安哥拉人民解放运动，特别是其主席若泽·爱德华多·多斯桑托斯（JES）和他的亲信“小委员会”

基于其过去的历史，他们掌控了安哥拉的现在和未来。在2012年8月31日最新的选举中，安哥拉人民解放运动和当选总统得到了新的权力和合法性，大选向世界表明，当选者得到了70%选票。现在看不到，预计今后一段时期也不会有什么政局变动。到目前为止，安哥拉维持了2002年以来的和平。自2002以来，该国政治构成没有发生分裂，也没有什么显著变动，它的前景是进化和连续性。现在人们需要两三年，用来观察多斯桑托斯总统（JES）和安哥拉人民解放运动究竟会不会辜负安哥拉人们的希望，让他们的人民期待受挫。

关键词：大选·政治连续性·安哥拉人民解放运动·安哥拉。

Introduction

L'étude de la Politique Africaine doit suivre un approche différente de celle européenne ou américaine non seulement par une question méthodologique et d'objectivité – chaque cas est un cas, et en plus de chaque pays – mais aussi à cause de la complexité singulière de la réalité africaine, contemporaine, où se mêlent des dynamiques sociales précoloniales, coloniales et postcoloniales en permanente interaction. L'approche «politologique» de toute situation africaine du Présent, notamment post-électorale, doit pourtant être nécessairement interdisciplinaire et fondée sur une perspective historico-sociologique, comprenant qu'en Afrique cette dernière discipline ne peut dispenser la dimension ethnologique.

Le cas de l'Angola est singulier para rapport aux autres pays de l'Afrique centrale et australe, non seulement parce qu'a été colonisé par le Portugal – son trait structurel

exogène - mais aussi parce que, de même que le Mozambique mais plus intensivement, le contexte social, notamment des élites au pouvoir et aussi économiques, présente une ambivalence culturelle beaucoup plus proche de dynamiques européennes qu'africaines dans le chemin de la modernité et du développement. En fait, des observations répétées sur le terrain permettent de suggérer que les élites angolaises, bien que conscientes et fières de leur héritage africain, s'ont aussi fières de son part de l'héritage coloniale et la valorisent de façon subliminale comme un des principaux facteurs d'identité et d'affirmation vis-à-vis les autres pays de la région.

Vouloir comparer et établir des similitudes entre le Président José Eduardo dos Santos (JES) et les dictateurs africains «traditionnelles», comme par exemple un Mobutu ou quelqu'un d'autre du même genre - selon l'image populaire de corrompu et même meurtrier que circule dans le monde occidentale - c'est tout simplement une erreur d'objectivité. En fait, cet homme et son parti, le MPLA, ont été en guerre civile entre 1975 et 2002 et à la fin ont à gouverner un pays deux fois la France complètement en ruines et sans cadres en nombre suffisant pour la reconstruction. Les nuances de l'exercice du pouvoir en Angola, il faut donc bien les comprendre non seulement d'un point de vue négatif – et en fait il y en a plusieurs – mais aussi comme traits d'une éthique de responsabilité que, en dix années, a mis en place deux élections visant l'implémentation de la démocratie et en conséquence la stabilité interne et régionale.

C'est pour ça que, malgré l'existence et la valeur démocratique des autres principaux partis, et tenant en compte les résultats des dernières élections angolaises (environ 70% de votes gagnantes), pour le moment c'est plutôt prioritaire de voire à courte terme, dans une perspective de *histoire immédiate*, la composition politique en Angola d'après JES et le MPLA en tant qu'acteur protagoniste et catalyseur de la politique angolaise. En fait, s'il y en aura une recomposition politique à Angola, elle passera d'abord para le MPLA.

Légitimés finalement par cette dernière élection du 31 Aout 2012, que feront donc José Eduardo dos Santos et le MPLA pour un futur meilleur pour l'Angola et les angolais? Arriveront les élites angolaises à faire de l'Angola un exemple de croissance économique et développement social en Afrique, prouvant toute sa singularité ? Vont-ils avoir du succès ou échouer ? Celles-là sont les questions fondamentales et réalistes adressées à la composition politique qui suit. L'autre question, souvent posée, de la succession de JES, est pour le moment subalterne. En dehors de tout événement imprévu, il faut encore

attendre que le temps africain se dévide pour qu'on puisse entrevoir quelque chose. Pour le moment et à moyen terme, le successeur existe

1. La Conquête du Pouvoir en Temps de Guerre

1.1 La Période de la Guerre Coloniale

Pour bien comprendre la situation politique à Angola après les élections du 31 Aout 2012 il faut interpréter son histoire des derniers 50 ans pour en retirer – sans idéologie or préjugés – les grands traits de la causalité profonde des faits-clés qui marquent le « rôle dirigeant» du MPLA depuis l'Indépendance en 1975 e de son Président, José Eduardo dos Santos, depuis Septembre 1979. Angola a été en situation de guerre pendant quarante ans, entre 1961 et 2002, avec des petits intervalles de paix instable qu'on peut diviser en deux grandes périodes : treize ans de guerre coloniale jusqu'à 1974, suivi d'une guerre civile fratricide de vingt-sept ans en tant que pays indépendant jusqu'à 2002.

Dans la première période, le MPLA a été surtout un parti de cadres qui a construit un réseau clandestin que couvrait tout le pays et basée surtout dans les milieux urbains, notamment à partir de Luanda, la capitale. Avec une base social d'appui solide, pour la plupart sortant de la zone de l'ethnie *ambundo* (presque 30% de la population) que s'étendait pour l'intérieur à partir de Luanda, le centre-nord, le MPLA a depuis toujours réunit les angolais parvenus des principaux milieux sociales, économiques et culturelles urbains et semi-urbains de la colonie, y compris des noirs, métissent et blancs d'origine portugaise surtout nés déjà à Angola, souvent de la deuxième ou troisième génération de colons. Au contraire, le FNLA (environ 10%) avait une structure sociale rurale basée sur l'ethnie *bakongo* au nord, que s'étendait et s'étende toujours pour les deux Congo jusqu'au Gabon, tel que l'UNITA était basée sur l'ethnie *umbundo* (environ 35%) qui couvrait la région centre-sud du territoire angolais, deux fois la dimension de la France, avec une population d'environ six million en 1975 et peut-être dix-huit millions aujourd'hui. La lutte armée consistante, de *guerrilla*, venait surtout premièrement du FNLA et de l'UNITA, dans ses régions, alors que le MPLA menait une action stratégique plutôt subversive avec des attaques et des assauts ponctuels aussi que de la propagande, du recrutement interne et de la mobilisation internationale contre le Portugal. La région des *ambundo*, plus proche de Luanda, était la plus vulnérable au contrôle portugais. De plus,

tous les trois mouvements luttèrent contre Portugal, mais aussi entre eux. Le MPLA, avec un petit nombre de combattants qui avait été entraînés au Maroc et en Algérie, voulait faire des actions militaires dans le territoire angolais à partir du Congo, mais a été complètement empêché par l'UPA (futur FNLA) et a dû éteindre en 1964 son petite armée EPLA (Exército Popular de Libertação de Angola).² Cependant, le MPLA a créé trois « régions politico-militaires » en 1965 (Cabinda, Centre-Nord et Est de Angola) pour mener ses actions, jusqu'à 1974, mais sous contrainte des deux autres mouvements.

1.2 La Période de la Guerre Civile

Dans la deuxième période, pourtant, le MPLA a renversé la relation de pouvoir vis-à-vis le FNLA et L'UNITA, depuis les conversations de paix avec ceux-ci et les portugais entre l'été de 1974 et le début de 1975. Son « avantage compétitive » a été sans doute le fait de que le centre du pouvoir, Luanda, la capitale, aussi stratégique à cause notamment de son port, aéroport et raffinerie, était dans la zone *ambundo*. L'arrivée triomphale de son leader, Agostinho Neto, à Luanda, le 4 Février 1975, reçu aussitôt à l'aéroport par une foule immense de milliers de personnes, marque le positionnement victorieux du MPLA, dans une date mythique célébré encore aujourd'hui à cause de sa première action armée, précisément à Luanda le 4 Février 1961. Et on peut dire que marque aussi le commencement de la guerre civile avec le FNLA à nord et l'UNITA à sud. Dans neuf mois et plusieurs milliers de morts, le MPLA a le contrôle total de Luanda et déclare de façon unilatérale l'indépendance le 11 Novembre 1975. Depuis là, ce deuxième période se divise en deux phases: la première jusqu'à 1991 (avec JES comme président après la mort d'Agostinho Neto en Septembre 1979) et la seconde, après une courte paix, de 1992 à 2002.

La première phase de ce deuxième période, avec l'aide soviétique et surtout cubaine – qui a travers l' « opération charlotte » a déplacé presque tout son matériel de guerre et envers trente mil combattants pour le territoire angolais³ - voit le MPLA vaincre les forces

² MPLA, *História do MPLA*, 2 Volumes, Luanda, Centro de Documentação e Investigação Histórica do Comité Central do MPL, 2008, 1^o Volume, p. 222

³ Idem, 2^o Volume, p. 219.

du FNLA (appuyés décisivement par le Zaïre et de façon « ignorante » par les États-Unis⁴) et d'Unita (appuyés premièrement par l'Afrique du Sud et après par les États-Unis de cette fois de façon pas si ignorante), pour parvenir à la fin des années 80, par rapport à cette dernière, à une situation d'impasse militaire dans le terrain⁵; et c'est ainsi qu'on arrive aux accords de paix de Bicesse au Portugal le 31 Mai 1991. Élections en Septembre de 1992, et de nouveau la guerre car l'UNITA n'accepte pas la défaite, surtout Jonas Savimbi qui accuse JES et le MPLA de falsifier les résultats. C'est le début de la deuxième phase et de la fin de l'appui américain à l'UNITA et de son condamnation par la communauté internationale. Le MPLA profite pour élargir sa base ethnique avec des nouveaux militants d'origine *bakongo* et *umbundu* et devenir « plus national », au même temps que divise socialement et affaiblit le FNLA et l'UNITA. Un *umbundu*, Marcolino Moco, est même nommé premier-ministre d'Angola. Avec des hauts et des bas dans le terrain, le MPLA sort finalement victorieux en 2002 d'après la mort de Jonas Savimbi, le leader de l'UNITA et environs un million d'autres morts depuis 1975.

2. La Maintenance du Pouvoir en Temps de Paix: Dix Années de Réconciliation Nationale

2.1 Oligarchie, Démocratie et Marché

Avec la paix, JES est acclamé par ses pairs comme le principal stratège de la victoire. Entouré d'un petit groupe de collaborateurs, choisis selon lui para son compétence, y compris des jeunes, qu'il a tendance à valoriser, il a été effectivement le General en command des troupes, chaque jour, chaque nuit, devant les cartes et les transmissions radio du terrain. De cette façon il a gagné capital symbolique comme il avant ne l'avait pas eu si fort, devant les militaires et les historiques du MPLA. A ce moment, il faut rappeler la formation en ingénierie de JES. C'est avec ce capital et un type de raisonnement aussi simple que «ingénieux », toujours entouré par un petit groupe, qu'une stratégie est dessinée pour l'Angola en temps de paix. Au niveau international, entre autres objectifs, comme l'affirmation régionale, un partenariat pragmatique est établie avec la Chine, non seulement pour des raisons économiques plus immédiates

⁴ John Prados, *Safe for Democracy. The Secret Wars of CIA*, Chicago, Ivan R. Dee, 2006, p.455

⁵ José Gonçalves, *Angola a Fogo Intenso (Ensaio)*, Lisboa, Cotovia, 1991

(capital, construction, main-d'œuvre, produits divers) mais aussi comme contrepoids à la projection du pouvoir des États Unis pour l'Afrique, notamment pour le Golfe de Guinée, tenant en vue les ressources énergétiques.⁶ Au niveau national l'attention est mise dans la réhabilitation des infrastructures du pays et, sortit d'un environnement de quarante ans de guerre, largement dans la réconciliation nationale, dans le sens d'ouvrir le pays à la démocratie et à l'économie de marché, au-delà de désarmer la population et réintégrer les ex-combattants, surtout de l'Unita, dans la société.

C'est comme ça qu'Angola a arrivé en juste six années aux premières élections effectivement démocratiques. Cette dernière tâche a été vraiment stratégique pour le succès de tout le reste. Angola a faite part du *Multi-Country Demobilization and Reintegration Program* que la Banque Mondiale a lancé en Afrique entre 2002 et 2009 dans sept pays de la région des grand lacs pour le compte de 350.000 anciens combattants. L'univers à Angola a été d'environ 130.000 et la Banque Mondial a évalué positivement les résultats et l'effort du gouvernement.⁷

Mais dans ces six années il y a eu aussi une dynamique politique interne qui a consolidé la formation d'une oligarchie pas tout à fait comme celle du temps de guerre, plutôt dédié alors aux affaires de la guerre. Cette nouvelle oligarchie – avec un petit espace pour les diverses « oppositions » - sortit essentiellement du MPLA et dédié aux opportunités des affaires qui ont surfacés rapidement à travers l'ouverture et explosion de l'économie (qu' a atteint 20% de croissance), a commencer à générer des projets de recomposition du pouvoir dans la mesure qu'une série de rumeurs « montrait » que JES était malade ou affaibli ou vieil et qu'il fallait résoudre le problème de sa succession. Le célèbre «Cas Miala» a été la plus visible conséquence de ces projets et a terminé en 2006 avec l'emprisonnement et jugement du Général Fernando Garcia Miala, le puissant chef des services de renseignement (SIE-Serviço de Inteligência Externa) sous l'accusation, jamais bien expliqué, de « désobéissance à la hiérarchie ». ⁸ En fait, Miala avait commencé à agir politiquement à travers la Fondation *Criança Futuro* (Enfant Futur) et on commençait à le voir comme un candidat à la succession de JES. D'autre part, selon d'autres rumeurs circulant à Luanda à l'époque, à cause de la coopération contre le terrorisme avec d'autres services africains de langue anglaise, Miala a arrivé à avoir des

⁶ Pedro Borges Graça, *Mundo Secreto. História do Presente e Intelligence nas Relações Internacionais*, Luanda, Instituto de Informações e Segurança de Angola, 2010, p. 98-99.

⁷ Multi-Country Demobilization and Reintegration Program: *End of Program Evaluation. Final Report*, Scanteam, Analysts and Advisers, Oslo, 2010, p.63-64

⁸ <http://www.angonoticias.com/Artigos/item/17768> ; <http://petrinus.com.sapo.pt/JES.htm>

rapports étroits avec des américains du métier, lesquels l'ont aussi commencé à voir et à traiter comme un possible successeur de JES, ce qui l'a gagné la méfiance du groupe du pouvoir, particulièrement de ceux liées au système de sécurité et intelligence. Mais, étant d'origine *bakongo*, Miala avait peu de chances, parce qu'au sein du MPLA la succession de JES paraît être depuis toujours tacitement réservée à un *ambundo*.

2.2 Force et Insécurité du MPLA

Le MPLA (5.266.216 votes - 81,64% - 191 députés) a fini pour gagner expressivement les élections législatives de 2008 et l'UNITA (670.363 - 10,39% - 16) et le FNLA (71.416 - 1,11% - 3) ont fortement perdu.⁹ Beaucoup de nouveaux petits partis ont été créés *ad hoc* et profité du financement de 1,2 millions de dollars chacun. Le PRS (240.746 - 3,17% - 8), qui avait déjà eu 6 députés en 1992, de base ethnique principalement *lunda-tchokwe*, de la zone est et nord-est, la région des diamants, et défenseur du fédéralisme, a maintenu la troisième place, mais c'est un parti de clientèle que n'affronte directement le MPLA. Mais très importante a été la preuve et la reconnaissance de que le MPLA, malgré sa base originaire *ambundo*, était effectivement un parti national, gagnant dans 14 des 18 provinces et respectives régions ethniques (sauf à Benguela, Bié, Huambo et Kuando-Kubango).

Le MPLA en tant qu'organisation a eu de cette façon une auto-image de légitimité accrue, notamment au niveau du Comité Central et du Bureau Politique, et dans une certaine mesure, mais sans l'affronter, a essayé de gagner du capital politique et autonomie vis-à-vis JES, une foi que celui-ci n'a pas été alors directement soumis au vote. Un document de 2008 paraît en part traduire cette tension de façon subliminale. C'est le livre sur les résultats électoraux publié par le Vice-Président du MPLA avec le sous-titre «nos raisons pour la victoire», où il fait aussi le bilan de son rôle comme responsable pour la gestion stratégique du processus électoral du parti.¹⁰ Pitra Neto, membre du «petit comité» présidentiel, fait l'éloge de JES et affirme qu'il n'a pas l'intention d'être son

⁹ <http://www.eleicoes2012.cne.ao/paginas/paginas/dat99/DLG999999.htm>

¹⁰ António Pitra Neto, *MPLA e as eleições legislativas de 2008. As Nossas Razões para a Vitória*, Luanda, Nzila, 2008

successeur.¹¹ Dans l'annexe 6 il répète la même idée, mais plus en détail, en publiant une pièce d'information de l'*Angola Press – Angop* du 12/12/2003 où est dit aussi et déjà qu'il rejette toute idée d'être le successeur de JES. On se questionne si la message n'était aussi dirigée à l'intérieur du parti. De toute façon, il publie également deux autres annexes: un éloge de 14 lignes de JES para le Bureau Politique du Comité Central et une déclaration de 78 lignes du même organe sur les résultats des élections et son propre rôle dans la victoire. En fait, le livre a encore 120 pages sur ce même thème du rôle du parti et ses organes.¹²

En effet, la longue histoire du MPLA lui donne une culture propre et une identité politique quotidienne et dynamique qui paraît l'empêcher d'accepter l'incertitude sans une certaine nervosité. C'est un «parti de guerre» qui a toujours construit sa sécurité sur une base de permanent sentiment de faute de sécurité et tranquillité. En plus, sa culture ambivalente de nouveau parti du socialisme démocratique mélangé d'ancien parti marxiste-léniniste, a tendance à privilégier «le collectif» et c'est pour ça que même aujourd'hui le traitement intimiste, déjà dépourvue du trait idéologique traditionnelle, et loin de toute ouïe étrangère, au parti ou au pays, c'est «camarada», et c'est une preuve d'amitié pour celui qui arrive du dehors à l'écouter. Avec la paix de 2002 et la politique électorale et le vieillissement des hommes, le sentiment d'incertitude concernant la succession de JES est pourtant devenu intolérable pour le MPLA et l'oligarchie angolaise. Surtout le «sentiment de vide» provoque des mouvements, des positions, des intrigues, en bref, de l'agitation et de malaise que le Président doit gérer et apaiser.

En partie c'est la résolution de cette dynamique d'instabilité politique que a voulu la nouvelle constitution de 2010 que prévoit la figure du Vice-Président comme deuxième figure de l'État, et le successeur de JES est maintenant défini par l'articulation des articles 116, 128, 131 et 132.¹³ D'autre part, avec les nouvelles dispositions électorales, JES assume constitutionnellement le contrôle du MPLA en tant que «chef» supérieur et premier responsable pour son hiérarchie politique, dans la meilleure tradition africaine, qu'aujourd'hui se fait d'ambivalence culturel avec la modernité.

¹¹ Idem, p. 23

¹² Il faut aussi noter que les deux volumes de l'Histoire du MPLA, op. cit., ont été publiés au mois de Mai de 2008, juste avant les élections.

¹³ *Constituição da República de Angola*, Lobito, Escolar Editora, 2010

2.3 Le Status Quo

Mais cet environnement a même à voir avec la tranquillité nécessaire au *status quo* des affaires de l'oligarchie, où se mélange « opposition et situation », militaires et civils, familles traditionnelles et nouveaux riches, hommes et femmes et vieilles et jeunes entrepreneurs. Dans ces dix années d'explosion économique, le Président a dû être en simultanée constructeur, conducteur, investisseur, compétiteur et arbitre de ce *status quo*. La perception générale au niveau internationale est celle de qu'il y a un régime corrompu à Angola, à l'image d'autres africains, et que JES est le plus corrompu de tous les angolais.¹⁴ Cette explication est néanmoins trop simple et facile et ne traduit pas la complexité de la situation ni permet comprendre sa vraie dynamique. Malgré les abus et illégalités, cette situation-là se produit à partir du fait qu'il a été nécessaire de gérer et contrôler l'explosion économique et JES à du non seulement ouvrir le marché interne et les importations à l'oligarchie mais aussi concentrer, pour contrôler, les grands affaires des secteurs stratégiques pour l'État et la souveraineté angolaise. La question de la souveraineté est bien présente dans la narrative quotidienne du pouvoir et l'«angolanização» des affaires et des cadres dans les entreprises, mêmes les étrangères, est un mot d'ordre à Angola. A cause de cela les segments de marché ont été, surtout les dernières dix années, des territoires divisés de mode informel par les angolais et entre angolais de l'oligarchie, la majorité appartenant au MPLA, souvent associés à étrangers qui acceptent les règles du jeu.

La vision du groupe présidentiel, selon un critère propre d'éthique de responsabilité, paraît être celle de qu'il faut gérer d'une façon transitoire la situation pour maintenir l'économie étroitement surveillé et ne laisser pas la glisser pour un niveau de vraie corruption anarchique comme celles de beaucoup d'autres pays africains. A partir de Décembre de 2009, date du congrès du MPLA, JES a cependant inauguré un discours anti-corruption qu'il a depuis lors répété maintes fois et qui a déjà l'objectif d'être un *input* de réajustement de la situation.¹⁵ C'est dans une ligne critique de l'honnêteté de ce discours que se situe, comme exemple plus significatif, le journaliste Rafael Marques.¹⁶

¹⁴ Voir par exemple les interventions médiatiques et littéraires de l'angolais Rafael Marques, basée aux États Unis, notamment *Diamantes de Sangue. Corrupção e Tortura em Angola*, Lisboa, Tinta-da-China, 2011.

¹⁵ <http://www.opais.co.mz/index.php/internacional/56-internacional/4522-jose-eduardo-dos-santos-reafirma-luta-contra-corrupcao.html>;

¹⁶ Op. Cit, et voir aussi du même auteur :

Sans doute des exercices de «contrepouvoir», dans le contexte des dernières élections du 31 Aout 2012, mais qui n'ont pas arrivé pas à toucher la majorité de la population qui a donné cette fois une victoire au MPLA et a son Président en toutes les 18 provinces et respectives régions ethniques, malgré l'augmentation des votes de l'UNITA et l'entré en jeu du nouveau parti CASA-CE (Convergência Ampla de Salvação de Angola-Coligação Eleitoral), d'Abel Chivukuvuku, ancien membre de l'UNITA, *umbundu*, qui a atteint la troisième position du panorama politique angolais. Au contraire, le PRS et le FNLA ont vu les votes baisser, et la situation est la suivante :

PARTI	VOTES	%	DÉPUTÉS
MPLA	4.135.503	71,84	175
UNITA	1.074.565	18,66	32
CASA-CE	345.589	6,00	8
PRS	98.233	1,70	3
FNLA	65.163	1,13	2

Source : Comissão Nacional Eleitoral de Angola (2012)

Les manifestations des jeunes à Luanda contre JES qui en 2011 ont fait les manchettes dans le monde entier, comme indicateurs d'un grand mouvement de contestation de la volonté populaire angolaise, n'ont pas eu aucune expression significative dans la votation.¹⁷ D'autre part, toutes les opinions critiques, même à partir du MPLA, que prévoyaient des difficultés pour JES ont échoués, comme celle du député João de Melo qui, dans un article d'opinion publiée le 1 de septembre de 2011, affirmait

(2012) *MPLA, Sociedade Anónima* (22p.),

<http://makaangola.org/wp-content/uploads/2012/04/MPLASociedadeAno%CC%81nima.pdf>;

(2012) *O Poder e a Sucessão de José Eduardo dos Santos* (13p.),

http://makaangola.org/wp-content/uploads/2012/01/O_Poder_e_a_Sucessa%CC%83o_de_Jose_Eduardo_Dos_Santos.pdf

¹⁷ Étant à Luanda le 3 de Septembre de 2011, j'ai pu observer sur le terrain la principale manifestation et elle avait à peine 200 éléments, et dans *facebook* et *twitter* il y avait environ 50 suiveurs. Par contre, une foule de milliers de personnes avait acclamé JES trois jours avant à Huambo, territoire *umbundu*, à cause de l'arrivée du train, interrompu depuis des années à cause de la guerre.

être «inévitable» la succession de JES aux élections de 2012, parce qu'il avait déjà un certain âge et que le pays devait le laisser bénéficier du «repos du guerrier» et encore parce qu' au niveau internationale il n'y avait pas une volonté favorable à sa continuation au pouvoir.¹⁸

2.4 La (Re)Composition Politique à Angola

Or, toutes ces volontés de recomposition politique à Angola ont été fortement vaincues aux dernières élections et JES a même arrivé à imposer aux historiques du parti finalement son successeur formel : Manuel Vicente, PDG de Sonangol (l'entreprise publique du pétrole), un typique *kaluanda*, c'est-à-dire, un *ambundu* née à Luanda, et qui a une bonne image au niveau de la compétence et aussi à l'extérieur. Homme de confiance de JES et de sa famille, aussi discret que le président, Manuel Vicente va s'occuper directement du secteur économique et productif, contrôlant aussi Sonangol où il a toujours son cabinet.¹⁹

Avec les résultats des dernières élections la vérité est qu'on ne voit du changement significatif dans la composition politique angolaise, malgré l'entrée en scène du nouveau parti CASA-CE et les variations numériques des votes par rapport à 2008. Le fait fondamental est en effet la victoire expressive du MPLA dans toutes les 18 provinces et régions ethniques, ce qui donne à JES tout le capital symbolique et légitimité qui lui fallait pour faire de la pression et accélérer le changement socio-économique d'Angola.

Conclusion

Au même temps que, à cause des derniers résultats électoraux, le MPLA et surtout JES, en tant que « chef » de l'Etat et du gouvernement, ont maintenant une position politique renforcée, son marge de manœuvre médiatique et de popularité et devient plus étroite à cause des attentes des angolais. Le discours d'investiture du président, le 26 Septembre 2012, au-delà de souligner le bien de la stabilité politique et de la paix, et le

¹⁸ Dans CLUB-K, une des principales publications d'opposition au régime,

<http://club->

[k.net/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=39&Itemid=515&limitstart=4311&limit=9](http://club-k.net/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=39&Itemid=515&limitstart=4311&limit=9)

¹⁹ Voir *África Monitor*, n° 691, 06 Setembro 2012 et n° 694, 18 Setembro 2012.

renforcement du combat à la pauvreté, a donc mis l'accent sur des groupes sociaux problématiques, comme la jeunesse et les anciens combattants, et affirmé le « *principe du renouvellement et de la continuité pour rénover et réparer ce qui ne va pas, continuer et améliorer ce qui n'est pas bien et commencer de nouveaux travaux* ». ²⁰ Et le futur promis par le programme du gouvernement est *plus de croissance, meilleure redistribution*.

Il faut attendre deux ou trois ans pour voir si le futur promis par le discours du pouvoir a une application pratique dans ce cycle politique. Mais, en bref, l'évaluation prospective possible pour le moment permet donc de définir ce cycle comme *évolution dans la continuité*. Le signe immédiat c'est la permanence de la même équipe de gouvernement, avec seulement quatre nouveautés sans expression politique remarquable (Pêches, Industrie, Justice et Mines). ²¹ Au niveau national, on pourra voir le stade de la consolidation de la succession de JES à travers la mesure dont celui-ci partagera « parties » de pouvoir avec Manuel Vicente et lui déléguera des événements protocolaires. D'autre part, c'est possible qu'il y en ait des mesures progressives pour réduire la corruption, mais on ne verra des ruptures dans le *status quo*. L'efforts de JES et du gouvernement seront sûrement fixés dans une gestion quotidienne des politiques publiques visant le développement. Au niveau international, le pétrole sera toujours dans l'ordre du jour. La délimitation des frontières maritimes avec la République Démocratique du Congo sera une question plus ou moins immédiate et chaude, et probablement on verra une dynamique de projection diplomatique d'Angola pour le Golfe de Guinée.

²⁰ <http://www.mpla.ao/mpla.6/discursos.15/duvidas-esclarecidas.a552.html>

²¹ Voir *Semanário Angolense*, 06 de Outubro de 2002, p. 8-11